

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Libye

N° 49b du 04 au 12.06 au 10.07.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

1 Les grandes manœuvres

1-1 elwatan : Le droit de Seïf Al Islam à un procès équitable «compromis»

2 CPI

2-1 French.ruvr : La Cour pénale internationale (CPI) est préoccupée par le sort du fils de Mouammar Kadhafi, Seif al-Islam.

3 Communiqué - Amnesty International

3-1 Libye « La mainmise des milices est corrosive pour l'état de droit ».

4 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

4-1 Guillaume de Rouville : Crimes médiatiques ou les conséquences meurtrières de la désinformation.

5 Dossier

5-1 Benghazi en proie à une série d'attentats anti-occidentaux.

6 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

6-1 Guillaume DE ROUVILLE : La démocratie contre la paix.

7 Annexe

7-1 [Pepe Escobar](#) : BHL : L'art de la guerre, avec un verre de vin.

1 Les grandes manœuvres

1-1 elwatan : Le droit de Seïf Al Islam à un procès équitable «compromis»

Le droit de Seïf Al Islam à un procès équitable a été «irréremédiablement compromis», a déclaré, hier vendredi, son avocate, l'Australienne Melinda Taylor, qui a été libérée le 2 juillet dernier après avoir été détenue pendant près d'un mois en Libye.

«Indépendamment de toutes les questions concernant ma propre conduite personnelle, les droits de mon client, M. Seif Al Islam, ont été irrévocablement compromis pendant ma visite à Zenten», a déclaré Mme Taylor, lors d'une conférence de presse dans la banlieue de La Haye, à Voorburg. L'équipe de défense de Seïf Al Islam, composée de Melinda Taylor, 36 ans, et de l'avocat désigné par la CPI, Xavier-Jean Keïta, estime que «les évènements récents ont complètement démontré qu'il sera impossible pour M. El Giueddafi d'être jugé de manière impartiale et indépendante dans les tribunaux libyens», a ajouté Mme Taylor.

Celle-ci avait été arrêtée le 7 juin en Libye avec la délégation de la Cour pénale internationale (CPI) dont elle faisait partie, après avoir rendu visite au fils du défunt Mouammar El Gueddafi, Seif Al Islam, emprisonné à Zenten, à 170 km au sud-ouest de Tripoli, depuis son arrestation. Seif Al Islam, 40 ans, fait l'objet d'un mandat d'arrêt de la CPI pour des crimes contre l'humanité commis pendant la révolte qui a provoqué la chute puis la mort de Mouammar El Gueddafi en 2011.

Les autorités libyennes ont accusé la délégation d'atteinte à la «sécurité nationale». Mme Taylor, 36 ans, est en effet accusée d'avoir apporté un stylo-caméra lors de sa visite et d'avoir essayé de transmettre à Seif Al Islam une lettre codée de son ancien bras droit, Mohammed Ismaïl, l'un des hommes les plus recherchés par la justice libyenne. «Les autorités libyennes ont délibérément trompé la défense au sujet de la surveillance de la rencontre avec M. El Gueddafi et elles ont saisi des documents qui étaient protégés par le secret professionnel et les consignes de la CPI», a ajouté Mme Taylor.

Outre l'avocate australienne, son interprète libanaise, Helen Assaf, et deux membres du greffe, le Russe Alexander Khodakov, 60 ans, et le chef de la section d'aide aux conseils, l'Espagnol EstebanPeraltaLosilla, 48 ans, sont également détenus, selon la CPI.

Les ex-rebelles de Zenten, qui détiennent Seif Al Islam, ont traité les quatre employés de la CPI «avec respect et dignité», selon Mme Taylor, qui a précisé avoir pu parler avec sa famille une fois pendant ses 26 jours de détention. «Parler avec ma fille de deux ans dans de telles circonstances a été à la fois vital et déchirant», a assuré Mme Taylor.

Les autorités libyennes, qui souhaitent juger elles-mêmes Seif Al Islam, ont déposé le 1er mai dernier une requête contestant la compétence de la CPI pour poursuivre le seul fils de l'ancien dirigeant à être détenu en Libye.

le 07.07..2012

http://www.elwatan.com/international/le-droit-de-seif-al-islam-a-un-proces-equitable-compromis-07-07-2012-177545_112.php

2 CPI

2-1 French.ruvr : La Cour pénale internationale (CPI) est préoccupée par le sort du fils de Mouammar Kadhafi, Seif al-Islam.

Les représentants de la Cour pénale internationale (CPI) sont préoccupés par le sort du fils de Mouammar Kadhafi, Seif al-Islam. C'est ce qu'a déclaré les employés de la CPI, qui ont essayé de lui rendre visite en prison à Zintan en juin, mais finalement ils ont été arrêtés à ce moment-là et libérés cette semaine.

Actuellement, ils donnent leurs premières entrevues, qui montrent clairement que les jours du fils de Kadhafi sont comptés. Un tribunal indépendant et impartial en Libye n'est pas possible pour lui, a déclaré l'avocat de la CPI Melinda Taylor.

Les nouvelles autorités libyennes vont juger Seif al-Islam pour les crimes contre l'humanité. La CPI exige son extradition à La Haye, craignant qu'il fasse face à la vengeance chez lui.

07/07/2012

french.ruvr.ru

3 Communiqué - Amnesty International

3-1 Libye « La mainmise des milices est corrosive pour l'état de droit ».

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

La Libye risque d'être le théâtre de ces mêmes violations des droits humains qui ont conduit à la « Révolution du 17 février », à moins que les vainqueurs des élections prévues le 7 juillet ne placent au premier rang de leurs priorités le rétablissement de l'état de droit et le respect des droits fondamentaux, écrit Amnesty International jeudi 5 juillet dans un nouveau rapport.

Dans ce [document](#) intitulé *Libya: rule of law or rule of militants?* l'organisation affirme que près d'un an après la chute de Tripoli aux mains des révolutionnaires (*thuwwar*), les violations des droits humains –

notamment les arrestations et détentions arbitraires, les actes de torture (y compris lorsqu'ils entraînent la mort), l'impunité pour les homicides illégaux et les déplacements forcés – mettent en péril les premières élections nationales du pays depuis le renversement du régime de Mouammar Kadhafi.

Lors d'une visite en Libye en mai et en juin, Amnesty International a constaté que des centaines de milices armées continuent d'agir au mépris de la loi, refusant d'être désarmées ou de rejoindre l'armée ou la police nationale. Le ministère de l'Intérieur a indiqué qu'il a pu démanteler quatre milices à Tripoli, ce qui représente une part infime de l'ensemble.

« Il est plus que décourageant de constater qu'après tant de mois, les autorités ont échoué de manière flagrante à briser la mainmise des milices sur la sécurité en Libye, qui se traduit par des conséquences dramatiques pour la population, touchée de plein fouet par leurs agissements, a déploré Hassiba Hadj Sahraoui, directrice adjointe du programme Afrique du Nord et Moyen-Orient d'Amnesty International. « La " Révolution du 17 février " est née de la volonté d'en finir avec la répression et l'injustice. Si rien n'est fait pour stopper les violences et l'anarchie, le danger est bien réel que la Libye se mette à reproduire et consolider les différentes formes de violations des droits humains qui prévalaient depuis 40 ans. »

Violences contre les détenus et morts en détention

Les milices continuent d'arrêter des citoyens et de les placer en détention, dans des centres non officiels tenus secrets. Malgré certaines initiatives visant à placer les centres de détention sous le contrôle des autorités centrales, on estime qu'environ 4 000 prisonniers sont toujours détenus, pour certains parfois depuis un an sans inculpation, dans des lieux hors de contrôle de ces autorités.

Les violences infligées aux prisonniers, particulièrement s'ils ont été arrêtés récemment, se poursuivent. Une mission d'enquête menée par Amnesty International a mis au jour des éléments prouvant que des passages à tabac et autres violences – s'apparentant parfois à de la torture – ont été infligés dans 12 des 15 centres de détention où elle a pu s'entretenir en privé avec des prisonniers, lors de sa dernière visite. Parmi les méthodes de torture couramment signalées figurent la suspension dans des positions contorsionnées, les décharges électriques et les passages à tabac des heures durant à l'aide de divers objets, notamment des chaînes et des barres métalliques, des câbles électriques, des bâtons, des tuyaux en plastique, des tuyaux d'arrosage et des crosses de fusil.

Amnesty International dispose d'informations détaillées sur au moins 20 cas de prisonniers morts en détention des suites de tortures infligées par les milices depuis fin août 2011.

Affrontements armés et déplacements forcés

Les affrontements entre les milices armées qui utilisent à tort et à travers des mitrailleuses, des grenades propulsées par roquettes et d'autres armes dans des zones d'habitation continuent de faire des ravages en Libye, causant des victimes parmi des personnes qui se trouvent sur les lieux ou ne prennent pas part au conflit.

La ville de Koufra, dans le sud du pays, qui abrite des membres de la minorité tabou, a été le théâtre de trois périodes de combats entre février et juin. Selon Amnesty International, ces affrontements, qui s'accompagnent toujours de détentions arbitraires et d'actes de torture imputables à toutes les parties, creusent davantage encore les lignes de fracture au niveau régional, tribal et ethnique.

Par ailleurs, Amnesty International a vivement critiqué les autorités pour leur incapacité à résoudre la situation de communautés entières, qui ont été déplacées de force lors du conflit en 2011 et ne peuvent toujours pas rentrer dans leurs foyers, pillés et incendiés par les milices armées. Les habitants de la ville de Tawargha, à savoir 30 000 personnes, ne peuvent toujours pas rentrer chez eux.

Les étrangers en danger

D'après le rapport d'Amnesty International, les ressortissants subsahariens en Libye – particulièrement les migrants sans papiers – sont soumis à des arrestations arbitraires et placés en détention à durée illimitée, victimes de passages à tabac s'apparentant parfois à de la torture et exploités par les milices armées. Ceux qui embarquent les étrangers ne font généralement pas de distinction entre les migrants et ceux qui fuient la guerre et les persécutions dans leur pays.

La situation désespérée des migrants en Libye est exacerbée par le fait que les autorités ne combattent pas le racisme ni la xénophobie dont font l'objet les Libyens à la peau foncée et les Africains subsahariens.

Pas de justice pour les victimes

Les autorités libyennes continuent de minimiser l'ampleur et la gravité des violations des droits humains commises par les milices, les qualifiant d'actes isolés qu'il convient de considérer dans le contexte des violences subies sous le régime de Mouammar Kadhafi.

Au mois de mai, les autorités de transition ont adopté une loi qui accorde l'immunité contre toute poursuite aux *thuwwar*(révolutionnaires) pour les actes militaires et civils commis « dans le but d'assurer le succès de la Révolution du 17 février ou de la protéger ».

Lors d'une rencontre avec Amnesty International en juin, le procureur général libyen n'a pu donner aucune information concernant des *thuwwar* traduits en justice pour avoir torturé des détenus ou commis d'autres atteintes aux droits humains.

Hasna Shaeab, 31 ans, accusée d'être fidèle à Kadhafi, a été placée en détention pendant trois jours en octobre 2011. Elle a reçu des décharges électriques, a été frappée et fouettée jusqu'à perdre connaissance et on lui a versé de l'urine dessus. Ses gardiens ont menacé de violer sa mère si elle ne passait pas aux « aveux ».

Hasna Shaeab a été libérée sans inculpation trois jours plus tard et, depuis, a porté plainte via divers canaux. Le médecin légiste qui l'a examinée a rendu un rapport corroborant son témoignage.

À la connaissance d'Amnesty International, rien n'a été fait pour donner suite à sa plainte. Au contraire, elle a reçu une série d'appels anonymes, lourds de menaces, ainsi qu'un appel en juin de la personne qui l'avait arrêtée. En mars, en plein milieu de la nuit, des assaillants non identifiés ont ouvert le feu sur son appartement.

Demandes aux autorités libyennes pour la période post-électorale

Après l'élection, en vue de tourner la page, le Congrès national général et le gouvernement qu'il nommera doivent reconnaître publiquement l'ampleur et la gravité des atteintes aux droits humains, les condamner sans équivoque et faire savoir qu'elles ne seront plus tolérées.

« Afin de rendre hommage aux sacrifices et aux souffrances du peuple libyen, ceux qui auront la responsabilité de gouverner la nouvelle Libye doivent dire haut et fort qu'ils traduiront en justice et demanderont des comptes aux auteurs présumés de violations des droits humains, quel que soit leur grade ou leurs affiliations », a assuré Hassiba Hadj Sahraoui.

Jeudi 5 juillet 2012

Source : Service presse Amnesty International

4 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

4-1 Guillaume de Rouville : Crimes médiatiques ou les conséquences meurtrières de la désinformation. Depuis la chute du mur de Berlin, l'emprise des médias atlantistes sur les opinions publiques occidentales, au lieu de décliner en raison de la disparition de la menace communiste, s'est développée au point de supprimer quasiment toutes les voix dissidentes des canaux d'information non marginaux ou alternatifs. En France, pays un peu plus rétif que ses voisins à la mainmise atlantiste, ce travail de nettoyage médiatique a été achevé par Nicolas Sarkozy avec l'aide de personnalités néoconservatrices comme Christine Ockrent ou Philippe Val (legs sur lequel le nouveau Président très atlantiste ne reviendra évidemment pas).

Il en résulte un unanimité de l'information dont on pourrait s'accommoder en invoquant l'imperfection des Homo Sapiens s'il n'avait pour objectif principal de cacher des crimes de masses dont les élites dirigeantes des démocraties occidentales se rendent coupables avec une impunité déconcertante.

Les crimes médiatiques sont une composante à part entière des crimes politiques plus généraux qui ensanglantent la scène internationale où nos dirigeants déchaînent leur volonté de puissance. Sans une complicité active des médias atlantistes avec les élites occidentales les guerres en Irak et en Afghanistan, le dépeçage de la Libye et la descente aux enfers de la Syrie, n'auraient pas pu être réalisés aussi facilement.

Ainsi, il y a eu crime médiatique quand l'Otan a décidé d'attaquer l'Afghanistan dans la foulée des attentats du 11-Septembre parce que les médias ont refusé sciemment d'interroger les motivations de l'administration Bush dans cette guerre et de questionner la responsabilité directe des néoconservateurs dans ces attentats.

Il y a eu crime médiatique quand les États-Unis et leurs alliés ont envahi l'Irak en 2003 parce que les médias ont relayé volontairement de fausses informations sur la présence d'armes de destruction massive.

Il y a eu crime médiatique quand les médias ont inventé la fable du bombardement de Benghazi par Kadhafi pour envahir la Libye, quand ils ont laissé, sans broncher, les dirigeants occidentaux, avec la caution morale de quelques intellectuels atlantistes (dont J.B. Botul), donner le pouvoir à des milices wahhabites proches d'Al-Qaeda et créer une guerre civile afin d'accomplir des objectifs géostratégiques dont les peuples d'Occident et d'Orient ne verront jamais les bénéfices (moraux ou matériels).

Il y a crime médiatique quand les médias attribuent de manière opportune la paternité des massacres en Syrie (Houla) au clan au pouvoir pour faire tomber un régime qui ne répond plus à leurs objectifs dans la région ; il y a crime médiatique quand l'Occident peut, sans que les médias ne s'en émeuvent, armer des groupes terroristes, organiser des massacres de civils et apporter la guerre civile et religieuse dans un pays en paix.

Il y a eu crime médiatique quand les médias ont choisi de taire le soutien des États-Unis à un coup d'État au Honduras en 2009 et que ce silence couvre les cris des torturés et des suppliciés.

Il y a un crime médiatique quand les médias passent sous silence les implications pour les libertés fondamentales de la loi NDAA votée par l'administration Obama en décembre 2011 qui autorise les détentions arbitraires (des citoyens américains ou étrangers) comme au temps de l'absolutisme royal en France.

Il y a crime médiatique quand aucun grand média ne cherche à expliquer les raisons et les dessous de la guerre contre le terrorisme ni l'alliance des Occidentaux avec les défenseurs du terrorisme islamique (Arabie Saoudite et Qatar).

Il y a eu crime médiatique dans tous ces exemples parce que les médias mainstream ont délibérément choisi de se faire les porte-parole d'une élite à la quelle ils appartiennent ou à laquelle ils s'identifient, élite qui commet, de manière répétée, des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité contraires aux valeurs des Lumières.

L'incompétence n'est pas une excuse suffisante pour écarter la responsabilité directe des médias dans les crimes que nous avons mentionnés (d'autant que les médias alternatifs ont offert ou offrent des analyses précises et pertinentes sur l'ensemble de ces événements). L'incompétence ne peut pas être, en effet, à ce point partagée, voire unanime, tandis que la soumission volontaire à la parole officielle peut l'être en raison du commun dénominateur qui caractérise l'ensemble des médias qui comptent pour forger l'opinion des bourgeois cultivés : l'idéologie atlantiste. En effet, sans une idéologie commune et puissante capable de souder ensemble les intelligences humaines les plus diverses, autant d'erreurs et d'approximations dans l'information ne pourraient pas être commises de manière répétée et à propos de la plupart des événements cruciaux.

Nul besoin ici de mentionner tous les crimes médiatiques commis par les médias atlantistes tant la liste est longue et presque sans fin. Nous voulions juste rappeler l'évidence suivante au moment où le traitement médiatique du drame syrien semble atteindre en Occident un degré d'abjection rarement égalé : la désinformation tue des innocents.

Aux citoyens de rendre leurs journalistes comptables de celle-ci lorsque cette désinformation est manifestement volontaire, à défaut d'en accepter la part d'ombre pour soi-même et de démobiliser sa conscience face à la brutalité du monde. Aux citoyens de s'organiser pour faire tomber les tyrannies médiatiques qui dominent les opinions publiques occidentales. Pour que cessent les crimes des mass media.

Guillaume de Rouville

<http://lidiotduvillage.org/2012/06/13/crimes-mediatiq-ues-ou-...>

URL de cet article 16970

<http://www.legrandsoir.info/crimes-mediatiq-ues-ou-les-consequences-meurtrieres-de-la-desinformation.html>

5 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

5-1 Benghazi en proie à une série d'attentats anti-occidentaux.

Le Monde.fr | 15.06.

Benjamin Barthe

Benghazi est secouée depuis un mois par une série d'attentats qui prennent pour cibles des symboles de la présence ou du style de vie occidentaux en Libye. Revendiquées par d'obscures groupuscules islamistes, ces attaques qui n'ont pas fait de morts mais que les autorités semblent pour l'instant impuissantes à endiguer, suscitent une inquiétude croissante. Mardi 12 juin, le quotidien panarabe Al-Quds Al-Arabi, basé à Londres, se demandait en titre de son éditorial : "Al-Qaida s'attaque-t-il à Benghazi ?".

La préoccupation est d'autant plus grande que cette vague de violences survient à trois semaines d'une échéance cruciale pour l'avenir de la Libye post-révolutionnaire : l'élection d'une assemblée constituante, le 7 juillet, censée remplacer le Conseil national de transition (CNT), le bras politique de la rébellion anti-Kadhafi, qui pilotait jusqu'à ce jour la transition.

MULTIPLES ATTENTATS

Le dernier attentat en date a visé un salon de beauté, mercredi 13 juin, dont la devanture a été mitraillée par des individus circulant en voiture. Personne n'a été blessé dans les tirs. Selon le Libya Herald, un site d'informations libyen, la propriétaire, Ghazaleh Bahja, avait auparavant reçu des menaces d'un groupe d'hommes inconnus qui lui avait intimé de fermer sa boutique. Deux jours plus tôt, le convoi transportant l'ambassadeur britannique en Libye faisait l'objet d'une attaque à la roquette.

Deux de ses gardes du corps ont été blessés dans l'embuscade, qui aurait été conduite, selon une vidéo envoyée aux autorités locales, par des extrémistes se réclamant d'Al-Qaida.

Mardi 5 juin, c'est la mission diplomatique américaine à Benghazi, qui était victime d'un attentat à la bombe. L'explosion, qui n'a fait que de faibles dégâts, a été revendiquée par "Les brigades du cheikh emprisonné Omar Abdul Rahman", selon l'agence américaine SITE, spécialisée dans la surveillance des sites jihadistes, qui ajoute qu'elle visait à venger la mort du numéro deux d'Al-Qaida, le libyen Abou Yahya Al-Libi, tué le 4 juin par un drone américain au Pakistan.

Surnommé "le cheikh aveugle", âgé de 73 ans, l'égyptien Omar Abdel Rahman a été condamné en 1995 à la prison à vie par la justice américaine, pour son implication dans des projets visant à attaquer des cibles new-yorkaises.

Les mêmes brigades se sont attribuées la paternité de l'attaque, perpétrée le 22 mai, contre des locaux à Benghazi du Comité international de la croix rouge (CICR), accusé de se livrer à la propagation du christianisme. L'organisation humanitaire helvétique a été visée par une seconde explosion, le 12 juin, devant ses bureaux de Misrata, une ville portuaire, 150 km à l'est de Tripoli.

Les responsables sécuritaires de Benghazi s'efforcent de minimiser l'importance de ces attentats, qu'ils tendent à interpréter comme une manœuvre de déstabilisation, conduite par d'anciens Kadhafistes.

"Nos renseignements sur les groupes islamistes libyens nous incitent à penser qu'ils ne veulent pas basculer dans le terrorisme, dit Moustafa Seguesli, une figure de la révolution, nommé chef de la commission des combattants, en charge de la reconversion des ex-rebelles. Nous penchons plutôt pour la thèse du complot, fomenté par des éléments de l'ancien régime, pour discréditer les nouvelles autorités libyennes, en montrant qu'elles ne contrôlent pas la situation".

Selon lui, ces attaques ne justifient pas de repousser une nouvelle fois les élections, qui ont déjà été déplacées du 20 juin au 7 juillet pour des raisons techniques. "A Benghazi, la vie est normale, nos enfants vont à l'école, les restaurants sont ouverts et les affaires reprennent doucement".

Un journaliste local qui préfère rester anonyme critique cette approche : "Les autorités nous servent l'argument de la cinquième colonne à chaque fois qu'il y a un problème, dit-il. Elle ne veulent pas

admettre qu'il y a un problème d'intégrisme car elles n'ont ni la volonté ni la capacité de trouver la solution".

"LA FORCE DES MILICES ARMÉES NE CESSE DE CROÎTRE"

De fait, le gouvernement du premier ministre Abderrahim Al-Kib, désigné à l'automne par le CNT, paraît démuni face à la masse d'armes en circulation. Le programme de démobilisation des anciens "thuhwar" (rebelles) et d'intégration dans les structures du ministère de la défense ou de l'intérieur, traîne en longueur.

"Le pouvoir central est quasi absent, faible et incapable de contrôler la plupart des zones de Libye alors que la force des milices armées ne cesse de croître", s'inquiétait l'éditorial d'Al-Quds Al-Arabi.

Faute de réponse des autorités, la société civile de Benghazi n'hésite pas à prendre l'initiative. Jeudi 7 juin, plusieurs centaines d'islamistes armés, débarqués de Derna, bastion de l'extrémisme religieux libyen, à l'est de Benghazi, mais aussi d'autres villes de la côte, ont organisé une démonstration de force, en investissant la Place de la libération, là même où la révolution a commencé en février 2011.

La kalachnikov en bandoulière, juchés sur des batteries anti-aériennes installées sur des pick-up, ils agitaient des drapeaux noirs et brandissaient des bannières portant des slogans hostiles aux élections : "La démocratie est un système occidental et non islamique", "La démocratie est athée".

Choqué par l'irruption de ces fanatiques dans un lieu aussi emblématique, des habitants de Benghazi ont rapidement afflué sur la place. Aux cris de "La Libye est unie", "La Libye n'est pas l'Afghanistan", ils ont réussi à refouler peu à peu les intrus. Le lendemain soir, pour bien marquer leur victoire sur les intégristes, des jeunes de Benghazi organisaient un concert de rap dans un jardin du centre ville.

Benjamin Barthelemy Tchepnang

Source : Le Monde.fr | 15.06.

http://www.lemonde.fr/libye/article/2012/06/15/benghazi-en-proie-a-une-serie-d-attentats-anti-occidentaux_1719481_1496980.html

6 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

6-1 Guillaume DE ROUVILLE : La démocratie contre la paix.

Les preuves de l'instrumentalisation par l'Occident du terrorisme islamique à des fins géopolitiques, notamment dans les conflits libyen et syrien, s'amoncellent, et pourtant l'opinion publique occidentale continue à soutenir l'idée que nos dirigeants défendent la démocratie contre la tyrannie dans ces régions du monde.

L'Occident peut ainsi s'allier ouvertement avec l'Arabie Saoudite et le Qatar, principaux pourvoyeurs de fonds aux mouvements terroristes islamistes dans le monde, leur fournir des armes, un appui logistique, des images satellites, des informations stratégiques et un soutien diplomatique sans faille, les opinions publiques refusent de voir la réalité en face et préfèrent penser que ces actions sont motivées par les valeurs démocratiques qui fondent nos sociétés.

Pour ces opinions publiques, mettre en avant le jeu pervers des Occidentaux en Orient ce n'est pas dire la vérité, c'est soutenir Assad ou Kadhafi et faire le jeu des dictatures. Ce n'est pas expliquer le monde tel qu'il fonctionne devant nos yeux avec ses complexités et ses manipulations, ses enjeux géopolitiques et les calculs cyniques de ses principaux acteurs, c'est prendre parti contre des mouvements démocratiques.

Quand les démocraties occidentales soutiennent et répandent la guerre et la terreur, comme en Libye ou en Syrie, avec les pires alliés que l'on puisse imaginer pour aller planter le drapeau de la démocratie en terres étrangères, **ne faut-il pas être du côté de la paix et lutter contre les dérives de la démocratie**

occidentale au nom même des valeurs qu'elle est sensée représenter ? La paix n'est-elle pas un bien commun tout aussi important que cet autre bien commun qu'est la démocratie ? Quand la démocratie n'est qu'un prétexte pour des appétits prédateurs sans limite (Irak, Afghanistan, Libye, Syrie), appétits qui se traduisent par des massacres de masse de populations civiles innocentes, quand la démocratie sert d'appât pour attraper un peuple à la gorge et le jeter dans un cycle de violences dont ne sortiront que la misère, le chaos et l'asservissement généralisés, ne faut-il pas prendre la défense de la paix contre la démocratie, quoiqu'il en coûte pour sa propre réputation ?

Car il ne s'agit évidemment pas de défendre des dictateurs (comme d'habiles rhéteurs aiment à le répéter), nos dirigeants le font très bien à notre place, aussi longtemps d'ailleurs que ces dictateurs financent leurs actions ou hochent de la tête au pillage des ressources naturelles de leur pays. Il s'agit de répondre au *bourgeois cultivé* (celui qui lit Le Monde, le Guardian ou le New York Times et croit y trouver une description de la réalité) vivant dans les beaux quartiers de Paris, de Londres ou de New York, qui ne comprend pas que l'on puisse s'horrorifier des stratégies employées pour faire tomber un dictateur. Il n'a jamais eu à se battre pour la démocratie, il l'a reçue en héritage et on l'a gavé depuis sa plus jeune enfance avec des valeurs démocratiques qui sont pour lui plus une jouissance qu'un devoir ou une obligation. Pour se sentir un citoyen méritant il n'a qu'à se soumettre avec nonchalance à la société de consommation et du spectacle et à aller voter de temps à autre pour le bonimenteur le plus présentable. Il n'y a pas de mal à cela ; c'est ainsi que vont les choses en démocratie et nous ne revendiquons pas d'autre régime politique pour gouverner le troupeau de consommateurs que nous sommes.

Ce que nous souhaitons simplement souligner, c'est que *les rentiers de la démocratie* (dont nous faisons partie) n'ont aucun mérite particulier dans l'essor ni dans l'existence de la démocratie occidentale et de ses valeurs. Alors, quand sans aucune nuance, tel ou tel d'entre eux approuve des guerres qui apportent la ruine, la terreur et le chaos dans des pays non démocratiques, on a envie de lui dire, "va là-bas, va t'engager aux côtés des rebelles salafistes et va admirer les massacres, les haines ethno-religieuses s'élever sur le cadavre de la laïcité, va contempler les enfants se faire trancher la tête et dis-moi s'il faut nécessairement en passer par là pour mériter la démocratie" ? Car, apparemment, pour ces rentiers, pour ces enfants gâtés de la démocratie, il s'agit juste de la mériter, pas de l'avoir, ni d'en profiter.

Si seulement cette démocratie était la promesse du sang versé et des souffrances endurées, on pourrait, en effet, comprendre l'envie du bourgeois cultivé de clouer le bec aux diseurs de mauvaise fortune et autres trouble-fête ou rabat-joie qui prennent la démocratie trop au sérieux pour jouer avec elle. Mais elle n'est, comme on l'a dit, que le prétexte d'un jeu géopolitique où l'Occident s'est allié avec des islamistes radicaux financés par l'Arabie Saoudite et le Qatar pour détruire des États-nations laïques sur des bases ethno-religieuses afin, notamment, de contrer l'influence chinoise et russe et de s'assurer l'accès à un certain nombre de ressources naturelles. On ne bâtit pas la démocratie sur le sectarisme religieux, sur le démembrement des États-nations, en envahissant un pays, en ruinant son infrastructure, en y apportant le libéralisme le plus pur (comme en Irak et en Libye), en donnant le pouvoir aux légions wahhabites qui défendent un islam intolérant et moyenâgeux. C'est mensonger et criminel de le prétendre ou de feindre de l'ignorer. **À la place de la démocratie nous avons installé des fosses communes dans lesquelles nous avons jeté pêle-mêle des civils innocents et le cadavre de la paix.** Créer des guerres civiles dans des pays en paix : voilà en un mot la responsabilité morale du bourgeois cultivé, rentier de la démocratie qui, dans le confort de ses certitudes sans conséquences pour lui, soutient l'impérialisme humanitaire de nos grands commis. Il y a beaucoup d'irresponsabilité et de morgue dans cette attitude qui consiste à soutenir la terreur wahhabite au nom des valeurs des Lumières et à **faire de la démocratie occidentale un instrument de jouissance pour soi et de malheur pour les autres.**

Comment expliquer l'aveuglement volontaire des bourgeois cultivés qui forment la masse inerte de nos opinions publiques, celle dont l'élite se joue pour fabriquer le consentement général ?

Peut-être que l'explication se trouve dans ce que nous appelons "l'ambiguïté démocratique" ou le "paradoxe démocratique" : **la démocratie est à la fois le meilleur régime et celui qui permet le mieux de faire la guerre au nom de la paix, de tuer au nom des droits de l'homme, de persécuter au nom de la liberté individuelle, de conquérir des pays au nom des peuples à disposer d'eux-mêmes.** Il semble qu'il y ait un caractère orwellien inhérent à la démocratie, en raison de l'image de vertu qui lui colle à la peau et qui permet, sans forcer les gens, de leur faire accepter l'inacceptable. La domination

d'une élite y est discrète, invisible, sans violence excessive. On peut limiter la répression à quelques individus, torturer essentiellement ceux qui n'ont pas la qualité de citoyens (10 000 Musulmans étrangers torturés pour un Bradley Manning). L'élite démocratique ne dépend pas d'un tyran identifiable dont il suffirait de couper la tête pour remettre en cause l'ordre établi. En démocratie, la domination d'une minorité semble être le résultat d'un consentement général que l'on appelle souveraineté du peuple. L'oligarchie parvient à vendre à l'opinion publique son credo libéral, la financiarisation de son économie qui tue ses emplois, des guerres d'agression qui ne profitent qu'à une minorité, des explications du monde qui ne résistent pas à l'examen critique (11-Septembre, guerre contre le terrorisme), etc. La démocratie semble ainsi être, entre les mains de nos élites, l'instrument le plus efficace qui leur permet de se maintenir au pouvoir et d'accomplir des politiques contraires à l'intérêt général au nom même de cet intérêt général. Comme nous l'exposons dans *La Démocratie ambiguë* (1) : le sentiment commun est que la démocratie est infaillible, que les dirigeants ne nous trompent pas, que les médias ne nous manipulent pas. Nous évacuons toute pensée contraire comme 'théorie du complot', absurde paranoïa d'illuminés du Web. Le simple questionnement de la version officielle est synonyme de folie.

Il est quasiment impossible de démontrer aux citoyens d'un régime démocratique que leur pays peut, dans telle ou telle situation, incarner le mal. Les citoyens vivant en démocratie ne parviennent pas à être soupçonneux de leurs dirigeants ; ils sont de candides consommateurs qui ne peuvent pas admettre que la démocratie puissent faire le mal, car, si elle le faisait, ils ne vivraient plus dans cette démocratie immaculée qu'on leur vend, ils devraient, par conséquent, douter de la nature du régime dans lequel ils vivent, et cela, ils en sont psychologiquement et moralement incapables. **À force de leur répéter qu'ils vivent en démocratie on leur a ôté l'appareil critique qui leur permettrait de voir les limites de cette affirmation.**

L'esprit critique semble impuissant à renverser cette image trop flatteuse que nous avons de nos propres démocraties. Il faut avoir un esprit dissident, et pas seulement critique, pour ne pas se satisfaire de l'apparence démocratique et pour exiger que la chose corresponde au mot.

Ainsi, pour revenir sur le cas syrien, il est difficile pour la Russie ou la Chine de soutenir Bachar el-Assad car on assimile leur soutien à celui d'un régime dictatorial qui commet des crimes contre l'humanité. En revanche, et c'est là que le paradoxe apparaît, il est semble naturel et moral pour les États-Unis et leurs alliés occidentaux de soutenir les légions wahhabites (qui commettent également des crimes contre l'humanité - 2), car étant des démocraties, les États-Unis et leurs alliés ne pourraient pas vouloir le mal. Qu'importe que l'Occident utilise la guerre comme moyen de domination (en Afrique et au Moyen-orient par exemple) et que la Russie et la Chine aient principalement recours au développement économique, la morale semble toujours du côté de la 'démocratie'.

Souligner la complexité d'une situation et expliquer l'instrumentalisation de l'idéal démocratique par les élites occidentales, plutôt que de proposer une vision monolithique d'un conflit, c'est faire honneur aux valeurs démocratiques de discussions et de libre réflexion. Que ceux qui se posent des questions se fassent insulter et traiter d'auxiliaires des dictateurs par les bourgeois cultivés est certainement triste, mais ne doit pas les décourager de continuer à faire des efforts de compréhension et d'explication et à défendre la paix contre **les fausses promesses des apprentis sorciers de la démocratie qui promeuvent, sur le mode orwellien, la paix éternelle par des guerres perpétuelles et les vertus démocratiques par des crimes de masse.**

Guillaume de Rouville

<http://lidiotduvillage.org/2012/06/26/la-democratie-contre-l...>

(1) *La Démocratie ambiguë*, Guillaume de Rouville, Éditions Cheap, juin 2012.

(2) Et sans doute de manière plus systématique.

URL de cet article 17088

27 juin 2012

<http://www.legrandsoir.info/la-democratie-contre-la-paix.html>

7 Annexe

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

7-1 [Pepe Escobar](#) : BHL : L'art de la guerre, avec un verre de vin.

PARIS - Elle se trouvait là, dans un coin discret, jamais repérée par les hordes de touristes : ma petite table favorite depuis les années 80 au Café de Flore à Saint-Germain.

J'en ai pris possession, j'ai commandé un croque-monsieur et un verre de Chablis, et j'ai repris mes activités, en lisant et en regardant le monde passer devant moi pour la première fois depuis la chute du Roi Sarko.

Première impression : où diable mon bouquiniste peut-il bien se trouver ?

La vénérable librairie La Hune, juste au milieu de mon angle de vision, semblait avoir été frappée par le feu de l'enfer. Zeus merci, elle avait déménagé pas loin. Deuxième impression plus prometteuse : BHL ne se trouvait pas au Flore. En fait, le philosophe français Bernard-Henri Lévy, alias BHL, était occupé ailleurs à assurer la promotion de sa prochaine guerre.

BHL n'est pas simplement un philosophe/écrivain/cinéaste, il est avant tout le patron exécutif d'une gigantesque opération de relations publiques montée à la gloire perpétuelle de lui-même. Il dirige pratiquement l'arène culturelle française, de la même manière que Christopher Hitchens pensait faire la pluie et le beau temps aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

Pouvons-nous vivre dans la médiocrité ? Si seulement Sartre était encore vivant pour renvoyer BHL d'un coup de pied dans le derrière vers son jardin d'enfants intellectuel ! BHL s'est rendu dernièrement au Festival du film de Cannes en emportant dans ses bagages quelques rebelles otanesques libyens en guise d'animaux de compagnie - des compagnons de son aventure de « libération », comme Moustafa El-Zagizli, de Bengazi, fièrement présenté comme le « prince des chabab », et le général Ramadan Zarmouth, de Misurata.

Le colonel Kadhafi avait l'habitude de planter ses tentes à Rome et de faire embrasser ses magnifiques robes par les potentats occidentaux. Les rebelles otanesques libyens, pour leur part, étaient abasourdis et troublés par leur expérience explosive des tapis rouges de Cannes.

Fait décisif, en compagnie de ses Libyens favoris, qui maugréaient contre « l'unité de la révolution », BHL avait également emmené avec lui - qui d'autre ? - ses Syriens favoris, deux Kurdes, des personnages louches en lunettes noires, dont les têtes étaient enveloppées dans des drapeaux syriens. Ils étaient décrits comme « des combattants qui avaient fui la Syrie en cachette, il y a seulement quelques heures, pour découvrir *Le Serment de Tobrouk* ».

Nous avons donc là le sioniste certifié BHL, emmenant avec lui ses Arabes de service pour visionner la première mondiale de son nouveau film. Oui, toute cette affaire devait faire partie d'un autre exercice de glorification de BHL. Après avoir gagné pratiquement à lui tout seul la guerre de Libye - selon son propre « récit » - BHL a maintenant insisté sur le fait que « ce qui a été fait à Bengazi ne fut pas plus facile que ce qui devrait être fait à Homs ». Garçon ! Apportez-moi un changement de régime avec mon Chablis !

La guerre, c'est moi

Quant au film, diffusé sur les écrans en France et déjà vendu au marché nord-américain, il pourrait aspirer à se qualifier comme pièce surréaliste digne d'Alfred Jarry. Mais en tant que paon hyperactif, BHL n'a pas la moindre faculté d'autocritique, et ce qui reste est un BHL cinéaste se filmant lui-même en tant que réalisateur de l'Histoire en marche. Voilà comment une tradition littéraire et philosophique française vieille de plusieurs siècles se termine : L'Intellectuel est devenu un va-t-en guerre.

En voix off - quelle autre ? - celle de BHL non-stop : un monologue néo-proustien débité qui flirte avec Sun Tzu. BHL parcourt les rues de Bengazi à la recherche d'un héros rebelle postmoderne, et il le trouve en la personne d'Abdul OTAN Jalil.

La scène est à présent installée pour que BHL d'Arabie joue son épopée libératoire, constamment vêtu d'une veste noire, d'une chemise blanche Charvet méticuleusement ouverte pour montrer sa peau blanche, et un téléphone satellitaire collé sur son oreille, depuis les déserts et les montagnes jusqu'aux salons du Palais de l'Elysée et - bien sûr - le Café de Flore qui se révèle à une délégation libyenne

éblouie.

Tous, du Roi Sarko à la Reine Hillary « Nous sommes venus, nous avons vu, et il mourut » Clinton et à David Cameron d'Arabie, sont manipulés pour servir d'extras dans une guerre de libération concoctée par BHL. Qui a réellement envie de savoir ce qu'il s'est réellement passé en Libye, comme l'*Asia Times Online* l'a rapporté pendant des mois ?

BHL rejoue inévitablement le coup de fil tristement célèbre qui aurait converti le Roi Sarko au changement de régime. Sarko lui-même a nourri ce mythe, en déclarant à la télé française en mars 2011 comment cet appel téléphonique l'avait conduit à rencontrer les rebelles de l'OTAN et à démarrer l'offensive franco-britannique. Foutaise ! Le changement de régime avait déjà été décidé à Paris depuis octobre 2010, lorsque le chef du protocole de Kadhafi s'était enfui de Libye pour se réfugier en France.

Maintenant, BHL est très occupé à rappeler au nouveau président français François Hollande « la France fera-t-elle pour Houla et Homs ce qu'elle a fait pour Bengazi et Misurata ? ». Eh bien, la coalition des volontaires est déjà en place : la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la Turquie et la Ligue Arabe contrôlée par le Conseil de Coopération du Golfe ! Ils se nomment eux-mêmes « les Amis de la Syrie » et décideront des prochaines étapes du changement de régime, à Paris début juillet.

BHL concède que « sauver l'euro est une obligation impérieuse », mais le drame grec pourrait ne pas empêcher Hollande de passer un coup de fil, exactement comme BHL l'a fait avec son prédécesseur le Roi Sarko, pour convaincre la Russie et la Chine que l'Etat terroriste syrien relève du passé. Evidemment, BHL ne reconnaîtra jamais la nature terroriste de l'Etat israélien envers les Palestiniens, même s'il était sur le point de se faire écraser par un char de Tsahal. De toute façon, si Hollande cale, BHL se tournera vers David Cameron d'Arabie. BHL insiste pour dire qu'il a réalisé *Le Serment de Tobrouk* pour la Syrie. En Libye, dit-il, il y avait « une réelle coalition avec les pays arabes, qui impliquait les forces émiraties et qataries ».

Pour l'Emir du Qatar, le *Serment de Tobrouk* devrait être perçu comme une comédie musicale façon « The Sound of Music ». Après tout, le Qatar a déjà acheté la moitié de la Place Vendôme, une bonne partie des Champs-Élysées et presque tout entre Madeleine et Opéra.

BHL pourrait faire pire que passer lui-même un coup de fil à l'Emir francophile pour lui demander de financer sa prochaine guerre. Mais dites donc, le Qatar arme déjà les rebelles syriens ! Prochaine étape pour BHL ? L'Iran

Merci à [Questions critiques](#)

Source: http://atimes.com/atimes/Middle_East/NF14Ak02.html

Date de parution de l'article original: 14/06/2012

URL de cette page: [http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=](http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=7575http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=)

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19